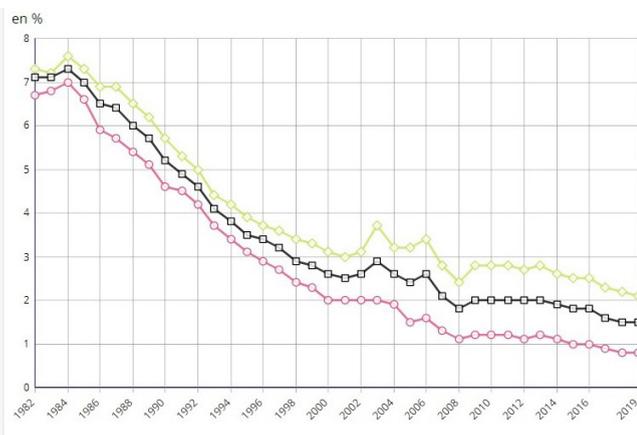


## Objectif : retrouver la souveraineté alimentaire française

La pandémie du Covid-19, la hausse des prix des matières premières et donc des produits alimentaires, la guerre en Ukraine, les pénuries, les rendements des récoltes amoindris par les aléas climatiques, ... Une solution nous vient en tête pour régler tous ces problèmes : et si la France pouvait être autonome ! Rêve ou objectif atteignable ? Les inquiétudes demeurent nombreuses à ce sujet.

### RETROSPECTIVES

En 1911, 40 % de la population active travaillait dans l'agriculture. Depuis 1960, ce pourcentage n'a cessé de diminuer, atteignant aujourd'hui un petit 2,3 % (dont -10 % entre 2010 et 2016). Pour causes : l'intensification des modes de culture et la mécanisation, mais aussi l'exode rural, le manque d'attractivité de ces métiers, pour certains, le très faible revenu engendré et le défaut de renouvellement des générations. Aujourd'hui en France, l'âge moyen des agriculteurs est de 52 ans : ces travailleurs indispensables pour faire fonctionner notre agriculture ne vont pas tarder à partir à la retraite. Or, moins d'un agriculteur de plus de 60 ans sur 2 a déjà trouvé un repreneur... Et pourtant, même si on pourrait penser le contraire, l'attrait pour les métiers agricoles est maintenu, selon les établissements formant pour ces métiers. La formation a évolué pour s'adapter aux nouvelles techniques, aux exigences et aux mutations de ces métiers.



Lecture : en 2019, 2,1 % des hommes en emploi sont agriculteurs exploitants.  
Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes en emploi.  
Part des agriculteurs exploitants dans l'emploi total entre 1982 et 2019  
Source : Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail

L'avenir du métier se joue maintenant : si les installations ne compensent pas les cessations d'activité, il se peut que de nombreuses exploitations disparaissent et que la France soit encore plus dépendante. D'après les estimations, un quart des exploitations pourrait disparaître en 5 ans seulement<sup>1</sup>.

### CHANGEMENTS NOTABLES DANS LE SECTEUR

#### Le travail de la terre

Le métier d'agriculteur a changé durant le siècle dernier : alors que les petites exploitations se multipliaient par le passé,

elles sont aujourd'hui généralement plus grandes, mais en nombre plus restreint, avec une moyenne en 2016 de 63 hectares de Surfaces Agricoles Utiles (SAU) par exploitation. Et cela pose un problème de taille : les grandes exploitations vont plus facilement avoir recours à la chimie pour protéger leurs champs à perte de vue. Mais ce n'est pas tout : si un aléa quel qu'il soit (maladie, aléa climatique, parasite, ...) engendre une grande baisse de rendement, on parle de beaucoup plus de pertes. Cela va avoir une incidence bien plus grande que dans le passé, lorsqu'en multipliant les petites structures en France, et la polyculture, la probabilité que toutes les exploitations soient soumises aux mêmes aléas en même temps était bien inférieure. La SAU moyenne française a elle aussi progressivement diminué, passant de 40 millions d'hectares dans les années 1960 à 27,7 millions aujourd'hui : nos capacités de culture et d'élevage ont diminué.

Au-delà de la taille des exploitations, leur organisation évolue également : à ce jour, 40 % des exploitations sont de forme sociétaire, contre 6 % en 1988 et un peu moins de 20 % en 2000<sup>2</sup>. Ces grandes exploitations s'opposent aux exploitations familiales et souffrent d'une moins bonne réputation ; cependant, elles participent grandement à la production nationale et présentent un avantage de taille pour les salariés : ils ont une base de salaire fixe.



Pixabay - DR

#### Rémunération des agriculteurs

Même si l'agroalimentaire reste le premier secteur industriel français autant pour les emplois que pour le chiffre d'affaires, les conditions de travail sont difficiles et la récompense pas toujours à la hauteur des efforts fournis : le revenu net imposable moyen des exploitants agricoles a été évalué à 1160 €/mois, mais l'écart-type est important<sup>3</sup>. Si les viticulteurs sont les mieux payés avec une moyenne de 2100 € par mois, le salaire n'est que de 570 € pour les éleveurs caprins/bovins indépendants. Difficile avec un revenu si faible de vivre dignement ... sans compter que les salaires ne sont pas fixes et qu'ils sont grandement impactés par les aléas climatiques, contre lesquels les agriculteurs ne peuvent pas grand-chose.

<sup>1</sup>Pour une alimentation saine et durable, Analyse des politiques de l'alimentation en France - Rapport pour l'Assemblée nationale, France Stratégie, Septembre 2021

<sup>2</sup>Ibidem

<sup>3</sup>Insee, 2017

# CONSULTATION NUTRITION

## Souveraineté alimentaire de la France

Selon le Rapport « Pour une alimentation saine et durable : analyse des politiques de l'alimentation en France »  
France Stratégie – Septembre 2021



Le secteur alimentaire est au 3<sup>ème</sup> rang des postes d'excédent commercial de la France : 7,8 MDS € en 2019.



6<sup>ème</sup> rang dans le classement des exportateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires (Pdm : 4,6 %) en 2020. Recul de la 1<sup>ère</sup> à la 3<sup>ème</sup> place en Europe, détrônée par l'Allemagne et les Pays-Bas.

### Décroissance de l'autonomie alimentaire\* et de l'export

\*Autonomie alimentaire : accès en tout temps et à long terme pour une population donnée à une quantité quotidienne suffisante de nourriture, à un coût raisonnable, sur un territoire donné, sans avoir à faire appel aux ressources extérieures



Excédent agricole et agroalimentaire érodé → déficit de la balance : la France importe 20 % de son alimentation humaine.

CATEG.	IMPORT ET EXPORT	CONSEQUENCES
Produits bruts	Les exportations atteignent 15,3 MDS €	La France recule au 9 <sup>ème</sup> rang mondial
Produits transformés (y compris vins et spiritueux)	Les exportations atteignent 48,1 MDS € → ¼ du total des exportations agri et agroalimentaires françaises.	La France reste au 4 <sup>ème</sup> rang, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas
Protéines végétales	40 % de la consommation pour l'élevage a été importée en 2018	Manque de compétitivité et absence d'autonomie de certaines filières
Produits agricoles et alimentaires	Les exportations s'élèvent à 64 MDS €, en hausse de 3 % par rapport à 2018. Principalement à destination de l'UE (62 %)	Exportations à destination des pays tiers sont en hausse de 7,5 % : ↑ de leur dépendance

### ZOOM PAR CATEGORIE



#### VINS ET SPIRITUEUX

France : 1<sup>er</sup> exportateur mondial → 15,7 MDS € d'exportation (18,5 % de la Pdm mondial)  
Solde positif de 12,4 MDS € en 2019

En croissance : augmentation de l'excédent de plus de 4 MDS € entre 2010 et 2019.

#### CEREALES

France : 3<sup>ème</sup> exportateur mondial → 7,7 MDS € d'exportation (6,7 % de la Pdm mondial)  
Solde positif de 6,2 MDS € en 2019

Position menacée par les capacités de production des principaux concurrents : Ukraine et Russie car le changement climatique bénéficie à ces régions.

→ **Changement à prévoir suite à la Covid-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine**

La puissance céréalière de la France est possible grâce à la fertilisation des sols mais elle ne possède pas de ressources propres : **approvisionnements dépendants de l'extérieur (1,84 MDS € en 2019).**



#### LAIT ET PRODUITS LAITIERS

France : 4<sup>ème</sup> exportateur mondial → excédent de 3,3 MDS € en 2019 (8,8 % de la Pdm mondial) essentiellement grâce aux produits laitiers transformés.

Beurre : 1<sup>er</sup> consommateur mondial (8 kg /an/personne)

Solde négatif pour le beurre à 0,6 MDS € en 2019

#### SUCRE



France : Solde positif avec 0,5 MDS € d'excédent en 2019



#### PLANTS ET SEMENCES

France : Solde positif avec 0,9 MDS € d'excédent en 2019

#### FRUITS ET LEGUMES

France : 10<sup>ème</sup> exportateur mondial → 4,8 MDS € d'exportation en 2019 (2,4 % Pdm)

Importations ont fortement augmenté (importation de 4,7 M tonnes en moyenne depuis 2017)

Exportations restent constantes : le solde des fruits surtout mais aussi des légumes diminue.

Déficit depuis plusieurs années : - 5,9 MDS € en 2019

Causes : surfaces agricoles ↓, ↑ demande pour les fruits exotiques, aléas climatiques.

½ fruit et légume consommé en France est importé, en incluant les F&L exotiques



#### VIANDE ET PRODUITS CARNES

France : 10<sup>ème</sup> exportateur mondial (déficit de 1,4 MDS €). Imports ↑ plus vite que exports.

Viande bovine : - 200 à 300 M€ par an depuis plusieurs années

Viande porcine : le déficit s'aggrave sous l'effet d'une hausse des prix due aux demandes en Chine.



Volailles : - 500 M€ en 2019 et continue de se dégrader (-10 % en 2019 et -15 % en 2020 avec -39 % vers le Royaume-Uni (Brexit)).

La France est le 1<sup>er</sup> exportateur mondial d'animaux vivants et de génétique (10,7 % Pdm mondial).

Solde positif de 2 MDS € en 2019.

#### PECHE ET AQUACULTURE

France : 24<sup>ème</sup> exportateur mondial - 1,6 MDS € d'exportation en 2019 mais déficit de 4,4 MDS €

Les exportations représentent à peine un quart des importations en valeur.

Pourtant, 2<sup>ème</sup> puissance océanique mondiale (8% de la surface de toutes les ZEE du monde).

2/3 des poissons consommés par les Français sont importés.



NutriMarketing sas Tous Droits réservés 2022

Cette infographie montre bien que la France a encore des efforts à faire pour certaines catégories de produits, pour lesquelles elle est loin d'être auto-suffisante : fruits et légumes, beurre, viandes et produits carnés, pêche et aquaculture.

# CONSULTATION NUTRITION

## Nouveaux critères imposés par les consommateurs

Portés par la crise du Covid-19, les consommateurs ont désormais envie d'acheter français, des produits qui font du bien à leur santé et qui respectent la planète. Or, on sait que l'agriculture conventionnelle est responsable d'impacts négatifs comme des **émissions de gaz à effet de serre** importantes, la **pollution des milieux** engendrée par les intrants utilisés, l'**érosion de la biodiversité** ou encore l'**altération de la qualité des sols**. La culture biologique a un impact moindre sur la planète et des effets bénéfiques sur la santé des consommateurs, ce qui semble être une bonne solution pour de nombreux Français : plus de 9 Français sur 10 déclarent consommer un produit alimentaire bio ne serait-ce que rarement<sup>4</sup>.

Aujourd'hui, **8,5 % de la SAU en France est cultivée en bio**, grâce au travail de **50 000 exploitations**<sup>5</sup>. Les terres cultivées en bio ont doublé en 5 ans et progressent de 10 % par an en moyenne. Le nombre d'exploitations certifiées Haute Valeur Environnementale (HVE) a atteint les 24 827 au 1e

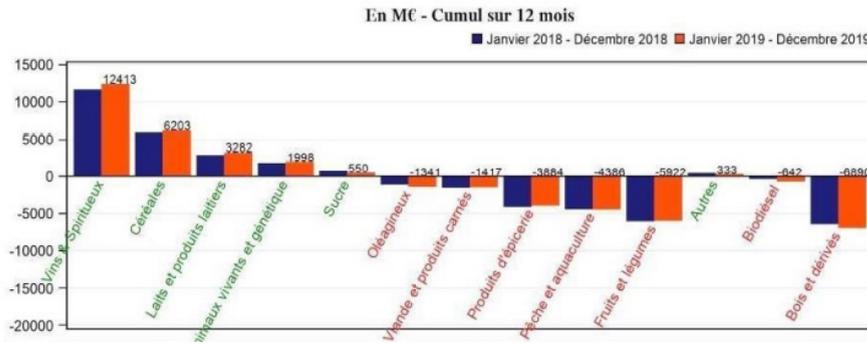
janvier 2022 (+29 % en 6 mois)<sup>6</sup>. On compte aussi de plus en plus de **productions agroécologiques**, dont les installations se font en général en dehors du cadre familial par des agriculteurs convaincus et passionnés. Cependant, s'installer est difficile, car cela nécessite beaucoup d'investissements au début pour s'équiper, acheter les terres, ... et que les rentrées d'argent qui compenseront ces dépenses n'arriveront que sur le long terme. C'est donc **compliqué de rivaliser avec des exploitations déjà établies** et qui se transmettent le matériel de génération en génération.

Même si le volume de produits bio augmente, il reste **insuffisant** : en 2019, la production ne couvrait que **67 % de la demande nationale**, il a donc fallu importer le reste pour un solde déficitaire de 1,7 milliard d'euros. La France est majoritairement déficitaire en bio pour les **fruits et légumes** (- 431 millions €) et les **produits de la mer** (- 221 millions €). En revanche, elle exporte des produits laitiers, de la volaille et des vins et spiritueux.

## Culture conventionnelle vs agroécologique et bio

gardons en tête que les systèmes agroécologiques et les productions bio demandent plus de travail : en moyenne, ils demandent **60 % d'unités de travail annuel de plus** que l'agriculture traditionnelle.

## Imports conséquents de fruits et légumes



Balance commerciale par filières en France

Source : FranceAgriMer, Tableau de bord des résultats à l'export des filières agricoles et agroalimentaire 2019, Données DGDDI

Etant donné qu'il faut aller vers une réduction de la consommation de protéines animales, la problématique sur laquelle il faut principalement avancer est celle de la dépendance vis-à-vis des cultures végétales, céréales, légumineuses, fruits et légumes.

Une solution nous vient directement en tête : pourquoi ne pas simplement **augmenter les surfaces cultivées** ? A date, la France produit environ 2,4 millions de tonnes (Mt) de fruits sur 143 000 hectares. Elle en importe 3,5 Mt, dont 2,1 non exotiques, qu'elle pourrait donc faire pousser sur son territoire. Si l'on souhaite exploiter ces 2,1 Mt en France, cela impliquerait de dédier 125 000 hectares supplémentaires à la production de fruits (presque doubler notre production actuelle). Si on ajoute les terres nécessaires pour relocaliser nos besoins en légumes, on arrive à **180 000 nouveaux hectares à dédier au maraîchage**. Pour cela, il faut créer de l'emploi, que des terres soient cultivables (ce qui est de moins

en moins évident avec le réchauffement climatique) et que certaines terres qui, aujourd'hui servent pour l'élevage, soient réhabilitées, donc que les agriculteurs acceptent de changer drastiquement de métier. Dans les faits, ce n'est pas si simple : il faut aussi ajouter à l'équation la concurrence des diverses utilisations possibles d'une terre disponible : logement, essence verte ou encore plastique biosourcé, la compétition est rude.

Finalement, en se penchant sur la question, on comprend vite que la **concurrence des autres pays**, et même européens est pour beaucoup dans nos importations. Premièrement, les **coûts de production augmentent** en France plus vite que chez ses voisins : le coût horaire français dans les industries agroalimentaires s'est accru de **58 %** entre 2000 et 2017 contre une hausse de 34 % en Allemagne sur cette même période. De plus, la **main d'œuvre est moins chère** dans de nombreux pays européens, qui adoptent aussi des règles plus souples sur les

<sup>4</sup>18ème Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France, Agence BIO/Spirit Insight, Mars 2021

<sup>5</sup>Pour une alimentation saine et durable, Analyse des politiques de l'alimentation en France - Rapport pour l'Assemblée nationale, France Stratégie, Septembre 2021

<sup>6</sup>Les chiffres clés de la Haute Valeur Environnementale (HVE), Agriculture.gouv.fr, juillet 2022

# CONSULTATION NUTRITION

sujets environnementaux et sociaux. Par exemple, les Pays-Bas mettent en place un système permettant le contournement de la réglementation du travail : contrats de vacances, payrollling<sup>7</sup>, contracting<sup>8</sup>, etc. Autre exemple avec la Pologne, qui a bénéficié d'aides européennes massives pour sa production de pommes, ce qui a créé une surproduction, dont les produits ont finalement été bradés à 40 % du prix proposé pour les pommes françaises. Une telle promotion est difficile à concurrencer ...

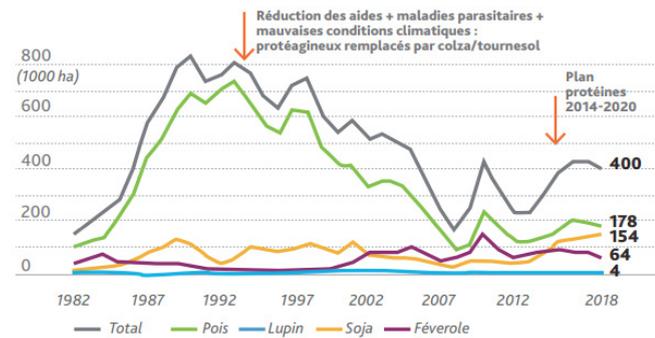
Pour **contrer les effets de la concurrence**, plusieurs pistes peuvent être envisagées : baisser drastiquement la TVA des produits français, limiter les exportations de produits exotiques qui ne peuvent être cultivés en France, limiter le pourcentage de produits étrangers proposés dans les commerces, et bien d'autres. Ce sont aux politiques de prendre des décisions radicales pour permettre une plus grande souveraineté.

## Dépendance protéinique marquée

Les sources de protéines sont destinées à deux cibles principales : le bétail et les **hommes**. Pour le bétail, les protéines sont généralement obtenues à partir de tourteau. La France est capable de produire environ **60 % de ses besoins** grâce à ses filières colza et tournesol<sup>9</sup>. Cela en fait un pays moins dépendant que la moyenne en Europe (60-70 % de dépendance), mais les quantités qu'elle doit importer, notamment du **soja**, ont un certain coût et également un impact carbone conséquent : **3 millions de tonnes ont été achetées au Brésil** en 2017, où la culture du soja génère de la **déforestation**.



(@Hixabay/ Terre-net Média)



Surfaces des principales légumineuses en France (1982-2018)

Source : Terre Univia d'après SCCES/ONIOL/ONIGC/FranceAgriMer/SSP

Pour ce qui est de la consommation humaine, la France est fragile dans le domaine des protéines végétales : on **importe actuellement 70 % de notre consommation** et seuls 2 % de la SAU en France est dédiée à la culture de légumineuses<sup>10</sup>. Les productions sont généralement régionales, sans ampleur nationale sur le reste du territoire (luzerne en Champagne-Ardenne, soja dans le Sud-Ouest et le bassin Est, lupin dans l'Ouest). De ce fait, même si la transition de la consommation de protéines animales vers les protéines végétales est encouragée aussi bien pour la planète que pour la santé des Hommes, la France n'est pas auto-suffisante à date, même si des investissements sont actuellement faits. En effet, en 2021, la France a décidé de mettre en place pour un budget de 100 millions d'euros le Plan Protéine, une stratégie nationale sur les protéines végétales dont le but est de réduire la dépendance de notre pays aux importations de protéines végétales. L'Etat propose un soutien aux actions de recherche et innovation, aux investissements matériels pour la culture, un appui à la structuration des filières ainsi qu'une aide à la promotion des

légumineuses auprès des consommateurs.

Point intéressant à souligner : si notre consommation de protéines animales décroît, alors nos besoins en tourteau seront plus faibles. Les parcelles occupées pour nourrir les bêtes seraient **disponibles pour la culture de protéines végétales pour l'Homme** et les exportations seraient moins importantes.

Par manque de main d'œuvre et désir de minimiser certains frais, la France a recours à des prestations de services à l'étranger (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, ...), par exemple pour l'abattage et la découpe de viande, notamment par des travailleurs non déclarés, parfois des personnes en situation irrégulière dans d'autres pays de l'UE pour lesquels l'accès au travail est facilité. Par exemple, en 2012, 40 % des travailleurs de l'agriculture, de sylviculture et de la pêche en Italie étaient en situation irrégulière. Il n'est donc pas rare de voir qu'un bœuf élevé en France soit abattu et conditionné à l'étranger, puis revienne en France pour être vendu. C'est aussi ce qui participe à augmenter la proportion de produits importés, déclarés comme tels, car transformés à l'étranger. Ce qui est dommage est que l'essentiel de la création d'emplois se situe à l'aval de la production : ceux qui travaillent dans le secteur de la transformation gagnent plus que les exploitants agricoles. Ainsi, une partie de l'argent généré avec les produits cultivés/élevés en France part dans d'autres pays. Une façon de créer plus de valeur ajoutée est d'avoir recours à des labels de qualité (IGP, AOP, Label Rouge, etc.) mais cela est contraignant pour les agriculteurs (constitution de dossiers, cahier des charges précis à respecter, ...). Pour éviter d'avoir recours à l'abattage à l'étranger, le Bœuf Ethique a innové en 2021 avec un abattoir mobile qui circule en France. En plus de faire la transformation en France, ce nouveau système permet d'améliorer le bien-être animal et le suivi du bétail, tout en garantissant les méthodes d'abattage<sup>11</sup>.

<sup>7</sup>Fonctionnement similaire à celui de l'intérim à la différence que les entreprises sélectionnent elles-mêmes les travailleurs. Cela leur permet de la flexibilité et moins de soucis administratifs.

<sup>8</sup>Offre globale de services qui permet d'acheter une prestation choisie et d'en confier tous les aspects techniques et financiers à un fournisseur contre un prix garanti pour toute la durée du contrat.

<sup>9</sup>Données de 2018

<sup>10</sup>Pour une transition protéinique réussie : quelles mesures prendre ?, Michel Schiavo, Pierre-Marie Aubert (IDDRI)

<sup>11</sup><https://www.latribune.fr/regions/bourgogne-franche-comte/bien-etre-animal-le-boeuf-ethique-innove-avec-le-premier-abattoir-mobile-de-france-900018.html>

# CONSULTATION NUTRITION

## IMPACTS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Pour que la production agricole française soit durable et que nous puissions prétendre à une certaine souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'**opérer des changements** : produire de façon agroécologique avec moins d'intrants et moins d'eau, choisir des cultures adaptées à notre climat et à ce que notre nature peut nous offrir, respecter la terre, produire plus de protéines végétales que de protéines animales, ... et plus simplement, manger moins et mieux ! Un Français sur deux est en surpoids.

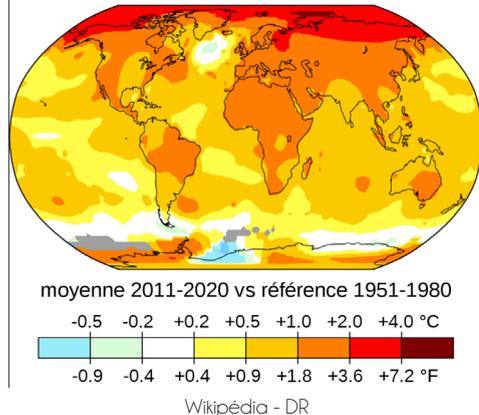
Il est prévu une hausse de **+2 à +7 °C** dans les années qui viennent si nous ne changeons pas radicalement notre façon de vivre, et si c'est effectivement le cas, les conséquences n'en seront que plus désastreuses. Quelques exemples de ce qui nous attend :

- Augmentation des contrastes entre régions sèches et régions humides
- Augmentation du stress hydrique qui se fait d'ores et déjà ressentir en France à plusieurs périodes de l'année
- Baisse des rendements : pour 1° C en plus, -6 % de

rendement pour le blé, -3,2 % pour le riz et -7,4 % pour le maïs

- Augmentation et apparition des problèmes phytosanitaires (champignons, insectes, parasites, ...)
- Diminution des performances de production de l'élevage et problèmes zoo-sanitaires avec des problèmes d'alimentation.

Changement de température lors des 50 dernières années



Pour éviter d'avoir à composer avec ces nouvelles données, **agir vite est indispensable**. Autrement, nous pourrions nous retrouver encore plus dépendants de nos importations que nous le sommes déjà.

## CONCLUSION

Malgré ses qualités certaines de productrice, la France **n'arrive pas à atteindre la souveraineté alimentaire**. Une transition est nécessaire avant de pouvoir l'atteindre, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, elle **ne s'accompagnerait pas de surcoût massif** ; certes, les productions agroécologiques permettent d'obtenir de moins bons rendements, mais les dépenses sont aussi moins importantes, car il y a moins d'intrants. Il est aussi important de **limiter le gaspillage alimentaire** afin que tout ce qui est produit en France soit consommé et valorisé, et que l'on ne soit pas obligé de l'importer.

Finalement, la transition du système alimentaire de la France lui impose des **défis aussi bien sociaux**

**qu'environnementaux, économiques et liés à la santé**. Par ailleurs, certains pays comptent sur la France pour leur fournir des denrées alimentaires dont ils ont besoin pour vivre ; il ne faudrait pas que les transitions opérées aient un effet négatif sur eux. Il n'est pas possible d'arrêter les exportations du jour au lendemain pour garder pour nous toutes les productions issues de notre territoire : c'est **une vraie question géopolitique** qui se pose ...

La quête de la souveraineté alimentaire est, de ce fait, complexe, car elle fait interagir de nombreux acteurs, sur de nombreux paramètres et il semblerait que tous les outils nécessaires ne soient pas encore mis en place pour y parvenir.

### Pour plus d'informations

Pour une alimentation saine et durable, Analyse des politiques de l'alimentation en France - Rapport pour l'Assemblée nationale, France Stratégie, Septembre 2021

Insee, enquêtes Emploi, séries longues sur le marché du travail

18ème Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France, Agence BIO/Spirit Insight, Mars 2021

Les chiffres clés de la Haute Valeur Environnementale (HVE), Agriculture.gouv.fr, juillet 2022

Pour une transition protéique réussie : quelles mesures prendre ?, Michel Schiavo, Pierre-Marie Aubert (IDDRI)

[www.latribune.fr/regions/bourgogne-franche-comte/bien-etre-animal-le-boeuf-ethique-innove-avec-le-premier-abattoir-mobile-de-france-900018.html](http://www.latribune.fr/regions/bourgogne-franche-comte/bien-etre-animal-le-boeuf-ethique-innove-avec-le-premier-abattoir-mobile-de-france-900018.html)

## DEPARTEMENT NUTRITION NUTRIMARKETING

Rédacteur en chef : Béatrice de Reynal  Rédactrice : Constance Goujard

Conception graphique : Douchane Momcilovic  Mise en page : Alix de Reynal

contact@nutrimarketing.eu  www.nutrimarketing.eu  T : 01 47 63 06 37

Crédit photographique : Agence Bio - Dusan - France Agrimer - France Stratégie - La Tribune - NutriMarketing - Spirit Insight - Pixabay - Wikipédia - DR

Média d'information pour les professionnels de santé - N°130 - Octobre 2022

Tous droits réservés NutriMarketing - RCS Paris 412 053 621